

Source : <http://www.lalibre.be/actu/planete/l-ONU-hausse-le-ton-a-la-cop24-un-echec-serait-suicidaire-5c11479ccd70e3d2f7357a8f>

Téléchargement 15 12 2018

L'ONU hausse le ton à la COP24 : un échec serait "suicidaire"

AFP Publié le - Mis à jour le 13 12 2018

Le secrétaire général de l'ONU a fermement rappelé à l'ordre mercredi à Katowice une communauté internationale engluée dans ses négociations sur le climat, à deux jours de la fin d'une COP24 censée donner vie à l'accord de Paris.

Les "questions politiques clé ne sont pas résolues", a lancé Antonio Guterres, qui a fait un retour imprévu pour exhorter les délégués des quelque 200 pays réunis en Pologne à dépasser la longue liste de leurs différends.

"Rater cette opportunité compromettrait notre dernière chance de stopper le changement climatique, hors de contrôle. Ce ne serait pas seulement immoral, ce serait suicidaire", a-t-il prévenu.

Les signataires de l'accord de Paris de 2015, qui vise à limiter le réchauffement à +2°C, idéalement +1,5°C, par rapport à l'ère pré-industrielle, doivent finaliser les règles permettant d'appliquer ce pacte historique.

L'affaire est urgente car le monde a déjà gagné 1°C, source d'impacts notables aux quatre coins de la planète. Et les émissions de gaz à effet de serre continuent de croître, tandis que les engagements de réduction pris par les pays en 2015 sont insuffisants, promesse d'une Terre à +3°C.

Pourtant à Katowice les négociations achoppent, notamment sur le suivi de ces engagements (comment les Etats rendent compte de leurs actions, leurs financements...). Les Etats du Nord voudraient par exemple un suivi strict des émissions, les plus pauvres rappellent le degré de flexibilité qui leur a été accordé, et les promesses financières faites pour les aider à agir.

"Pas question de revenir sur l'accord de Paris", a prévenu mercredi Derek Hanekom, pour l'Afrique du sud : "il faut trouver un équilibre entre l'impératif de réduction des gaz à effet de serre et la reconnaissance du fait que les pays ne sont pas dans la même position, que certains ont peu de ressources et sont plus vulnérables".

Après plusieurs jours - et nuits - de tractations, le président de la COP24, Michal Kurtika, jeune secrétaire d'Etat polonais à l'Energie, a pris le contrôle et soumis mercredi aux délégués un nouveau projet, incluant toujours de nombreuses options.

"Ligne rouge"

Sujet plus épineux encore, les Etats sont invités à s'accorder sur l'idée d'une révision de leurs engagements d'ici 2020. Mais les réticences sont légion, à commencer par celle de la Pologne elle-même.

"Si la COP échoue, le gouvernement polonais tout entier devra en prendre la responsabilité", a dit

Wendel Trio, le directeur de l'ONG Can Europe, estimant qu'une présidence de COP ne devait "pas s'opposer" à plus d'ambition.

Mais c'est aussi le fondement scientifique de l'action contre le réchauffement qui déchire la conférence, divisée autour du récent rapport du Groupe des experts climat de l'ONU (Giec) et de la manière de l'intégrer dans les conclusions de la COP24.

Quand la majorité des délégations insistent pour "accueillir favorablement" ce rapport montrant notamment l'ampleur des impacts à +1,5°C, Etats-Unis, Arabie saoudite, Russie et Koweït veulent simplement en "prendre note".

Pour les petites îles, c'est "une ligne rouge". "Le rapport du Giec est la base de toute action future," dit le ministre des Affaires étrangères du Vanuatu, Ralph Regenvanu.

"Je vais être clair", a dit Antonio Guterres devant l'assemblée. "Le rapport spécial du Giec est une reconnaissance saisissante des conséquences qu'un réchauffement mondial de plus de +1,5°C aura sur des milliards de personnes à travers le monde. Ce n'est pas une bonne nouvelle, mais nous ne pouvons pas nous permettre de l'ignorer".

"Personne, pas même de soi-disant super-puissances, ne peut négocier avec les lois de la physique", a commenté le climatologue Jean-Pascal van Ypersele. "La glace fond à 0°C : c'est 32° Fahrenheit," a-t-il ajouté, prenant soin de convertir dans l'unité de mesure usitée aux Etats-Unis.

A deux jours de la fin, le sens de l'urgence montait dans les travées. "Si nous ne pouvons monter en puissance ici, je ne suis pas sûr que nous le pourrions le faire plus l'an prochain ou l'année qui suit", a plaidé Vanessa Perez-Cicera, du WWF.

D'autant que la lutte contre le réchauffement fait face à d'autres inconnues, comme les suites que le Brésil donnera à son engagement après l'arrivée au pouvoir de son nouveau président.

AFP